



## MARCHE PUBLIC DE SERVICE

APPEL D'OFFRES OUVERT  
(Articles 66, 67, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)

-oOo-

# **Accord cadre à bons de commande d'entretien des espaces verts, secteurs Vauzelle, Montève et Prévert.**

-oOo-

Commune de  
Witry-lès-Reims

Référence  
2018-02

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**Jeudi 28 Juin 2018 à 12h00**



## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1/ GENERALITES.....</b>	<b>3</b>
1. OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	3
2. DECOMPOSITION EN LOTS .....	3
3. LOT RESERVE .....	3
4. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES .....	3
5. PIECES CONTRACTUELLES .....	4
6. ATTESTATION SUR L'HONNEUR .....	4
7. RETENUE DE GARANTIE .....	5
8. AVANCE.....	5
9. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES .....	5
<b>ARTICLE 2/ PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>5</b>
1. CONTENU DES PRIX .....	5
2. DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT .....	6
3. MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD CADRE .....	6
<b>ARTICLE 3/ EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
1. DUREE DE L'ACCORD CADRE ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
2. VERIFICATIONS.....	8
3. PENALITES.....	8
4. RESILIATION .....	8
5. ASSURANCE.....	9
6. DIFFERENDS ET LITIGES .....	9
<b>ARTICLE 4/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>10</b>

## **ARTICLE 1/ GENERALITES**

### **1. *Objet de l'accord cadre***

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'applique à l'accord cadre à bons de commande d'entretien des espaces verts de la commune de Witry-lès-Reims.

L'ensemble des tâches à exécuter est indiqué dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **2. *Décomposition en lots***

Le présent accord cadre est décomposé en trois lots :

- Lot N°1 : Entretien des espaces verts du secteur Vauzelle,
- Lot N°2 : Entretien des espaces verts du secteur Montève,
- Lot N°3 : Entretien des espaces verts du secteur Prévert. (Marché réservé)

### **3. *Lot réservé***

Le titulaire réserve une part de l'activité générée par l'accord cadre à des entreprises entrant dans le champ d'application du paragraphe I de l'article 36 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015, en l'occurrence le lot N°3 : Secteur PREVERT.

Chaque candidat est autorisé à présenter une offre pour un seul lot ou les lots 1 et 2.

Le lot 3, est soumis aux dispositions du paragraphe 1 l'article 36 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 :  
« I- Des marchés publics ou des lots d'un marché public peuvent être réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail, mentionnés à l'article L.344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leur déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales. »

Ainsi qu'aux dispositions de l'article 13 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 :

« Lorsque l'acheteur réserve un marché public ou des lots d'un marché public aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés en application de l'article 36 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 susvisée, l'avis d'appel à la concurrence ou, en l'absence d'un tel avis, les documents de la consultation renvoient au I ou au II de ce même article.

La proportion minimale mentionnée aux I et II de l'article 36 susmentionné est fixée à 50% »

### **4. *Définitions et obligations générales des parties contractantes***

#### **a. *Définitions***

Au sens du présent document, la personne publique contractante est la commune de Witry-lès-Reims.

Le « Titulaire » est le fournisseur qui conclut l'accord-cadre avec la personne publique contractante.

Le pouvoir adjudicateur est la ville de Witry-lès-Reims, représentée Mr Michel KELLER, Maire, dûment habilité par délibération du 24 Octobre 2017,

Le « service donneur d'ordre » est le service gestionnaire du présent accord cadre : service technique.

#### b. Titulaire

Le titulaire désignera dès la notification de l'accord cadre, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis à vis de la personne publique pour l'exécution de celui-ci.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire. (Article 3.4 du CCAG-FCS)

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la forme de l'entreprise
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale
- à son capital social

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

### 5. **Pièces contractuelles**

L'accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau des prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JORF le 19 mars 2009.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ou les spécifications techniques approuvées par arrêté ministériel, applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord cadre ;
- Les Normes Européennes et Françaises applicables au présent accord cadre,
- Tout document remis par le candidat à l'appui de son offre, notamment le mémoire technique ;

#### Pièces contractuelles postérieures à la conclusion de l'accord cadre :

Après sa conclusion, l'accord cadre est éventuellement modifié par les avenants et les actes spéciaux mentionnés à l'article 3.6 du CCAG FSC.

### 6. **Attestation sur l'honneur**

Le ou les titulaires de l'accord cadre produisent, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois,
- Une Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 47 à 50 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au code général des Impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaires ou de justice,
- Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251.1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne,
- Une attestation sur l'honneur indiquant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ou a déclaré ne pas y être assujéti,

- Une Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

L'attestation sur l'honneur doit être produite tous les six mois, sauf si, compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, cela conduit à représenter une attestation déjà fournie par le titulaire de l'accord cadre; En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire ou en cas d'inexactitude des documents fournis, et après mise en demeure restée infructueuse, l'accord cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en application de l'article 58 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015.

## **7. Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie financière au titre du présent accord-cadre.

## **8. Avance**

Une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Elle est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

*« 3° Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. »*

## **9. NANTISSEMENT et CESSIION DE CREANCES**

L'attributaire pourra bénéficier des mesures prévues par les articles 127 et suivants du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

L'accord-cadre ne comportant pas de montant minimum de commande, le titulaire ne pourra nantir son accord-cadre ou céder sa créance que sur les bons de commande.

En cas de mise en nantissement, la personne compétente pour fournir les renseignements prévus à l'article 130 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics est Monsieur le Maire.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur le comptable de la Trésorerie Reims Banlieue Bourgogne.

# **ARTICLE 2/ PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

## **1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés complets et à ce titre comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix sont réputés comprendre en sus des spécifications définies au CCAG FCS, toutes les prestations définies, et/ou sujétions permettant de respecter le cahier des charges et ce, sous la forme d'un accord cadre à prix unitaires.

Il appartient donc au titulaire d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur d'éventuels oublis permettant de mener à bien l'exécution de l'accord cadre.

Les prix sont établis en Euros et hors TVA.

## 2. **Détermination des prix de règlement**

Au cas où certains passages d'entretien prévus au BPU ne seraient pas réalisés en raison des conditions climatiques, le coût de ces passages ne sera pas facturé.

Les prix s'étendent fermes pour la première année de contrat, révisables, à chaque date d'anniversaire de commencement de l'accord cadre (soit à la date de la notification de l'accord cadre), la première révision intervenant à l'issue de la première année.

Lors d'une reconduction de l'accord cadre, les prix sont reconduits automatiquement pour une période de 12 mois, sauf si une demande est formulée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception au moins 30 jours avant le terme de chaque période.

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

La révision est effectuée par application aux prix de l'accord cadre d'un coefficient de révision Cn, donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + [ 0.85 \times (I_n / I_0) ]$$

Dans laquelle :

- I<sub>0</sub> : Indice EV4 du mois zéro
- I<sub>n</sub> : Indice EV4 du mois du dernier indice connu à la date de la demande de révision.

L'indice de référence I pour la révision annuelle, publié à l'INSEE est :

Index de la construction EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts – Base 2018.

La révision s'applique à l'ensemble du bordereau des prix. Le calcul de la révision est à la charge du titulaire de l'accord cadre, qui devra alors fournir le nouveau bordereau des prix révisés et les pièces justifiant la révision.

## 3. **Modalités de règlement de l'accord cadre**

### a. Etablissement de la facture

Les factures seront présentées conformément à l'article 11.4 du CCAG-FCS. Les demandes de paiement seront établies en 1 original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale de l'émetteur, le numéro de SIREN ou SIRET, le numéro du compte bancaire ou postal, le nom du service émetteur,
- La référence de l'ordre de service, la référence de l'accord cadre,
- La date,
- La mention des prestations exécutées,
- Les prix unitaires,
- Le montant de la prestation exécutée en HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA,

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**Mairie de Witry-lès-Reims**  
**Place de la Mairie**  
**51420 WITRY LES REIMS**

### b. Remise de la facture

Ce marché étant un accord cadre à bons de commande, la facture sera envoyée par le titulaire lorsque l'intégralité de la commande aura été réalisée, par dérogation aux articles 11.4.4 et 11.4.5 du CCAG FCS, Sauf dans le cas

de l'entretien des surfaces minérales, qui est un forfait à l'année et est réglé lors de la première facture établie après la notification.

Les factures seront approuvées par les services techniques de la ville de Witry-lès-Reims.

c. Règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception de la facturation.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le Décret n° 2013-269 du 29 Mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, le versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente en vigueur au premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points de pourcentage

d. Cas de résiliation de l'accord cadre

En cas de résiliation de l'accord cadre, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes restantes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

## **ARTICLE 3/ EXECUTION DU MARCHE**

### ***1. Durée de l'accord cadre et délais d'exécution***

Le présent contrat est conclu pour une période de 1 an à partir de la date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale n'excédant pas quatre ans.

Le renouvellement se fera tacitement comme prévu à l'article 16 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, étant précisé que la reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur ou l'entrepreneur au moins deux mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Si le pouvoir adjudicateur décide de dénoncer l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette dénonciation. En cas de dénonciation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'établir des ordres de service jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

L'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions fixées à l'article 80 du décret n° 2016-360, et conclu sans montant minimum ni maximum annuels. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Le contrat d'entretien débutera à la réception du bon de commande ou ordre de service de démarrage des prestations et prendra fin 1 an après, sauf dénonciation par l'une des parties, tel que précisé au paragraphe ci-avant.

Suite à la demande du pouvoir adjudicateur formulée sous forme d'un ordre de service, soit par fax ou mail, l'entreprise titulaire de l'accord cadre respectera le cadre d'intervention ainsi défini. Celle-ci dispose d'un délai de 15 jours pour les interventions sollicitées, et devra répondre par mail et définir le personnel et les matériels adaptés aux tâches demandées. Le prestataire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires en fonction des tâches à réaliser. Le prestataire est tenu de faire les demandes légales auprès de la mairie de Witry les Reims, notamment en cas de demande d'arrêt de la circulation (à demander minimum 7 jours avant la date d'intervention)

## **2. Vérifications**

Des possibles vérifications peuvent être mises en place par le pouvoir adjudicateur, en termes de qualité ou de quantité. La vérification de la prestation sera faite par un agent de la Direction des Services Techniques. Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22-1, 23 du CCAG FCS.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler respectivement :

- La conformité entre le travail fait et la prestation demandée sur le bon de commande ou le marché (article 22-1 alinéa 1 du CCAG)
- La conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché (article 22 du CCAG)

Ces vérifications ont pour but le contrôle de conformité des prestations. Dans le cas de non-respect de quantité ou de qualité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire de l'accord des pénalités, comme indiqué dans l'annexe 3 du CCTP reprenant l'ensemble des prestations amendables de l'accord cadre.

## **3. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités à l'entreprise mandataire.

- Pénalités pour retard : lorsque les délais contractuels d'exécution sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 50 euros H.T. par jour ouvré de retard.
- Pénalité pour non-respect du CCTP Voir Annexe 3 : tableau des pénalités.

## **4. Résiliation**

Toutefois, tout ou partie de l'accord cadre pourra être résilié ou suspendu sans préavis en cas de vente, cession, déménagement, ou toute autre raison qui peut justifier un cas de force majeure.

La personne publique peut résilier l'accord cadre selon les stipulations du CCAG FCS. D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5, D.8222-7, D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, d'une résiliation unilatérale sans indemnisation par le biais d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception ?

Egalement, il est fait application de l'article 58 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 Juillet 2015

Il est également précisé que toute exécution qui ne respecte pas les quantités ou la qualité requise des prestations décrites dans le cahier des charges fera l'objet d'une information du prestataire par courrier électronique et entraînera la suspension des règlements jusqu'au solde du litige.



Au cas où aucune amélioration n'est constatée, l'entreprise se verra informée par une lettre recommandée avec accusé de réception.

A la deuxième lettre recommandée avec accusé de réception, l'entreprise se verra adressée une mise en demeure. Sans réaction satisfaisante de l'entreprise suite à cette mise en demeure un troisième courrier recommandé confirmera la résiliation de l'accord cadre.

## **5. Assurance**

Le titulaire atteste qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord cadre et les modalités de son exécution.

Il lui appartient en conséquence, de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait de l'accord cadre.

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification de l'accord cadre, le titulaire remet à la personne publique contractante, avant tout commencement d'exécution, une attestation justifiant qu'il est couvert par :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil

Le titulaire assume seul, quel que soit la cause, la responsabilité, de jour comme de nuit, de tous les accidents et dommages apparents ou non résultants de son fait, de son matériel, de son personnel, de l'exécution des prestations, de défaut de signalisation, cette responsabilité s'étend aux accidents et dommages causés à son personnel, aux tiers, aux agents de l'Administration et des services publics, aux biens meubles et immeubles des parties précitées.

## **6. Différends et litiges**

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG FSC sont applicables.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. La personne publique contractante et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Châlons-en-Champagne pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent accord cadre.

## **ARTICLE 4/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations au CCAG FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2.3.b déroge aux articles 11.4.4 et 11.4.5 du CCAG FCS,
- L'article 3.3 déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS.